



AGRICULTURE ET PECHE

ROYAUME-UNI, IRLANDE ET PAYS-BAS

UNE PUBLIATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N°6 – 1^{er} juin 2021

SOMMAIRE

Royaume-Uni

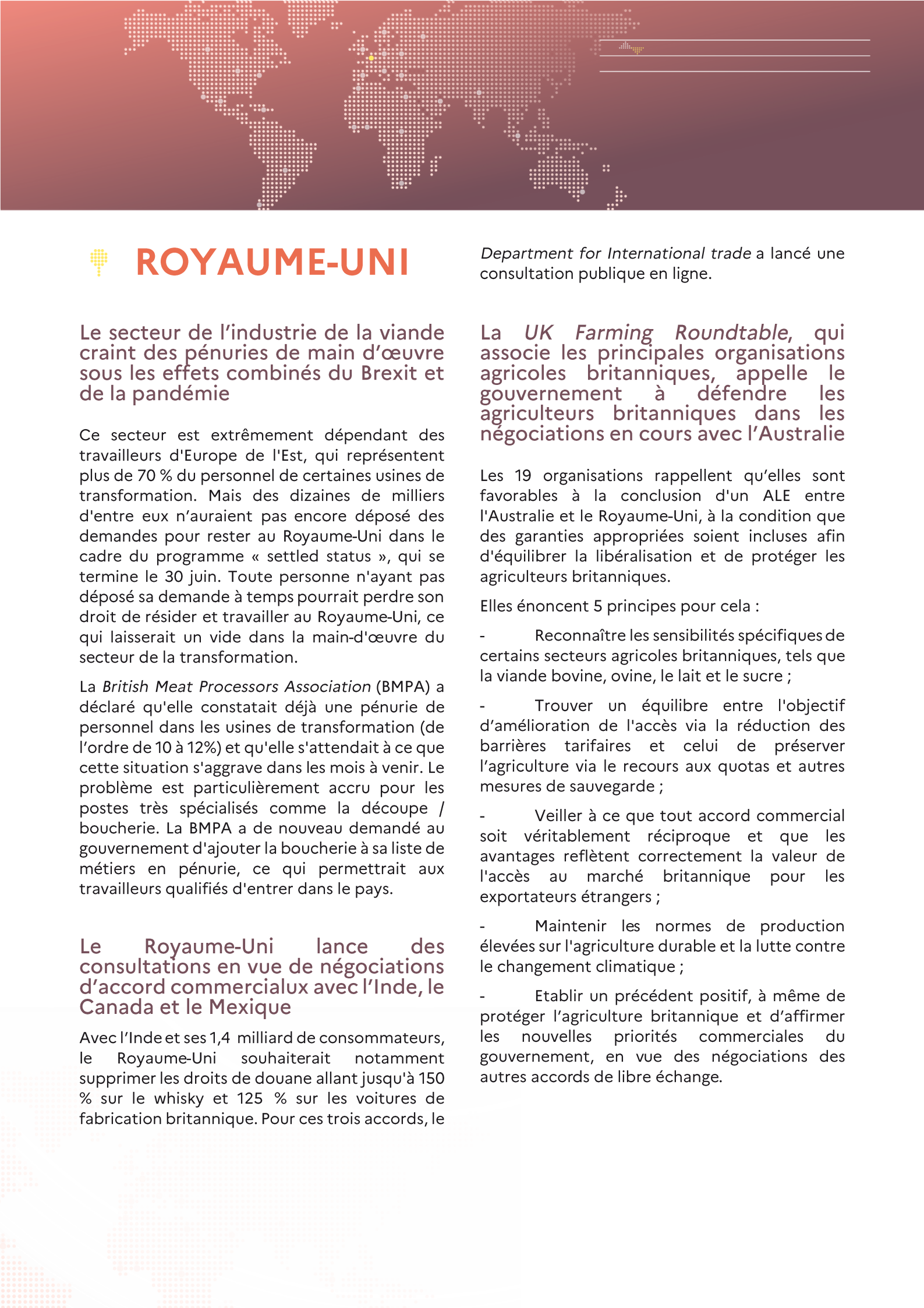
- Le secteur de l'industrie de la viande craint des pénuries de main d'œuvre sous les effets combinés du Brexit et de la pandémie.
- Le Royaume-Uni lance des consultations en vue de négociations d'accord commerciaux avec l'Inde, le Canada et le Mexique.
- La *UK Farming Roundtable* appelle le gouvernement à défendre les agriculteurs britanniques dans les négociations en cours avec l'Australie.
- La taxe sur les sacs plastiques passe de 5 à 10 pence en Angleterre.
- Bioéconomie marine : une ferme d'algues marine bientôt pleinement opérationnelle.
- Nouveaux aliments : la start-up Bug, spécialisée dans les insectes comestibles, se prépare à un lancement à grande échelle de ses kits de recettes en ligne.

Irlande

- Lancement d'une enquête sur l'environnement et la biodiversité dans les exploitations agricoles.
- Quatre projets obtiennent un financement du ministère de l'agriculture pour lutter contre le gaspillage alimentaire.
- Le Teagasc lance un nouveau programme pour aider les agriculteurs à relever les défis du changement climatique.
- Selon une nouvelle étude, les confinements ont donné confiance aux consommateurs irlandais pour cuisiner plus à la maison et renforcé leur volonté de préparation de repas plus sains.
- L'entreprise irlandaise Stafford Lynch a remporté deux grands contrats de distribution avec les firmes britanniques John West tuna et Epicure foods.
- Cinq fédérations agricoles du secteur laitier irlandais se sont réunies pour prendre un engagement commun en faveur de l'action climatique.

Pays-Bas

- Plus de porc transformés par les abattoirs néerlandais et moins d'exportations d'animaux vivants notamment vers l'Allemagne.
- Une entreprise néerlandaise indique les caractéristiques de durabilité de ses aliments pour porcs sur ses étiquettes.
- La Chambre des représentants adopte une motion plaidant pour un soutien accru à l'utilisation de protéines européennes dans l'alimentation animale, en remplacement du soja importé.
- Effet limité de l'accord entre le ministère de la santé et les industriels pour réduire la consommation de sel.
- Accord entre Bejo et Corteva Agriscience pour les semences modifiées.
- Le consortium néerlandais Value4Dairy travaille sur la production laitière au Nigeria.



ROYAUME-UNI

Le secteur de l'industrie de la viande craint des pénuries de main d'œuvre sous les effets combinés du Brexit et de la pandémie

Ce secteur est extrêmement dépendant des travailleurs d'Europe de l'Est, qui représentent plus de 70 % du personnel de certaines usines de transformation. Mais des dizaines de milliers d'entre eux n'auraient pas encore déposé des demandes pour rester au Royaume-Uni dans le cadre du programme « settled status », qui se termine le 30 juin. Toute personne n'ayant pas déposé sa demande à temps pourrait perdre son droit de résider et travailler au Royaume-Uni, ce qui laisserait un vide dans la main-d'œuvre du secteur de la transformation.

La *British Meat Processors Association* (BMPA) a déclaré qu'elle constatait déjà une pénurie de personnel dans les usines de transformation (de l'ordre de 10 à 12%) et qu'elle s'attendait à ce que cette situation s'aggrave dans les mois à venir. Le problème est particulièrement accru pour les postes très spécialisés comme la découpe / boucherie. La BMPA a de nouveau demandé au gouvernement d'ajouter la boucherie à sa liste de métiers en pénurie, ce qui permettrait aux travailleurs qualifiés d'entrer dans le pays.

Le Royaume-Uni lance des consultations en vue de négociations d'accord commercial avec l'Inde, le Canada et le Mexique

Avec l'Inde et ses 1,4 milliard de consommateurs, le Royaume-Uni souhaiterait notamment supprimer les droits de douane allant jusqu'à 150 % sur le whisky et 125 % sur les voitures de fabrication britannique. Pour ces trois accords, le

Department for International trade a lancé une consultation publique en ligne.

La *UK Farming Roundtable*, qui associe les principales organisations agricoles britanniques, appelle le gouvernement à défendre les agriculteurs britanniques dans les négociations en cours avec l'Australie

Les 19 organisations rappellent qu'elles sont favorables à la conclusion d'un ALE entre l'Australie et le Royaume-Uni, à la condition que des garanties appropriées soient incluses afin d'équilibrer la libéralisation et de protéger les agriculteurs britanniques.

Elles énoncent 5 principes pour cela :

- Reconnaître les sensibilités spécifiques de certains secteurs agricoles britanniques, tels que la viande bovine, ovine, le lait et le sucre ;
- Trouver un équilibre entre l'objectif d'amélioration de l'accès via la réduction des barrières tarifaires et celui de préserver l'agriculture via le recours aux quotas et autres mesures de sauvegarde ;
- Veiller à ce que tout accord commercial soit véritablement réciproque et que les avantages reflètent correctement la valeur de l'accès au marché britannique pour les exportateurs étrangers ;
- Maintenir les normes de production élevées sur l'agriculture durable et la lutte contre le changement climatique ;
- Etablir un précédent positif, à même de protéger l'agriculture britannique et d'affirmer les nouvelles priorités commerciales du gouvernement, en vue des négociations des autres accords de libre échange.

La taxe sur les sacs plastiques passe de 5 à 10 pence en Angleterre

Le 21 mai, la taxe sur les sacs à usage unique est passée de 5 à 10 pence et a été étendue à toutes les entreprises en Angleterre. Selon le ministère britannique en charge de l'environnement (DEFRA), cette taxe a permis de réduire de 95 % les ventes de sacs en plastique dans les grands supermarchés depuis 2015, et cette mesure contribuera à faire baisser davantage les ventes.

Avant l'introduction de la taxe de 5p en 2015, le DEFRA estime qu'un ménage moyen utilisait environ 140 sacs plastiques à usage unique par an, et ce chiffre a été réduit à quatre avec la taxe. En étendant la taxe à tous les détaillants, le DEFRA espère une diminution de l'utilisation de sacs à usage unique de 70 à 80 % dans les petites et moyennes entreprises. Cette mesure devrait également rapporter à l'économie britannique plus de 297 millions de livres sterling au cours des dix prochaines années.

Bioéconomie marine : une ferme d'algues marine bientôt pleinement opérationnelle

SeaGrown, une ferme d'algues marines installée dans le Yorkshire, indique viser à « renverser la tendance des effets du changement climatique, de la surpêche et de la concurrence de produits étrangers ». Cette exploitation offshore de 25 ha devrait être pleinement opérationnelle d'ici la fin de l'année et cultive plusieurs variétés d'algues destinées à la fabrication de biocarburant, polymères, engrais - ainsi qu'en tant que produit alimentaire. Selon l'entreprise, la culture gérée d'algues peut compléter activement la pêche à la fois indirectement, en améliorant la qualité de l'eau, et directement en intégrant la culture des coquillages dans les fermes d'algues, en faisant une aquaculture multitrophique intégrée.

Nouveaux aliments : la start-up Bug, spécialisée dans les insectes comestibles, se prépare à un lancement à grande échelle de ses kits de recettes en ligne

Fondée en 2018, l'entreprise Bug a pour ambition de devenir la marque "incontournable" du Royaume-Uni pour les insectes comestibles. Grâce à une campagne réussie de crowdfunding, l'entreprise a récolté 400 000£. L'entreprise propose des kits de recettes de hamburgers aux haricots et aux vers de farine, des rigatoni au pesto de grillon et de chou frisé, un curry de goan au ver de farine ou encore des pancakes au ver de buffle.

Irlande

Lancement d'une enquête sur l'environnement et la biodiversité dans les exploitations agricoles

Le ministre en charge de l'agriculture, Charlie McConalogue, et sa secrétaire d'Etat, Pippa Hackett, ont confirmé le lancement d'une étude pilote sur l'environnement (*Farm Environment Survey pilot* - FES) dans les exploitations agricoles qui permettra de créer une base de données de référence sur l'habitat et la biodiversité au niveau de l'exploitation. Ceci permettra de conduire des analyses complètes des habitats et de la biodiversité des exploitations agricoles, mais également de fournir une base de référence pour le ciblage futur des programmes et mesures agro-environnementaux. Le programme pilote fournira à l'agriculteur un inventaire des habitats, de la biodiversité et des informations environnementales sur sa propre exploitation.

Quatre projets obtiennent un financement du ministère de l'agriculture pour lutter contre le gaspillage alimentaire

Le ministre en charge de l'agriculture a annoncé que 180 000 euros seront alloués à quatre projets pour aider à réduire les déchets générés par les entreprises, les détaillants, les grossistes et les fournisseurs dans les zones rurales. Les projets sélectionnés comprennent un projet de formation en ligne des industries pour réduire les déchets et un programme de soutien aux PME des secteurs de l'alimentation, des boissons et de la restauration pour développer un modèle durable de gestion des denrées alimentaires. Le ministre McConalogue a déclaré que ces projets contribueront à la réduction des pertes alimentaires de l'Irlande, conformément aux

Objectifs de Développement Durable des Nations Unies.

Le Teagasc lance un nouveau programme pour aider les agriculteurs à relever les défis du changement climatique

Le Teagasc (équivalent de l'INRAE) a lancé un nouveau programme de cinq ans dénommé « Signpost », décrit comme étant le premier du genre en Europe par la presse irlandaise. Ce programme vise à aider les agriculteurs à relever les défis futurs en matière de durabilité. 100 agriculteurs et 40 partenaires de l'industrie agroalimentaire participeront à ce programme. Le président du Teagasc, a assuré que le programme permettra de réaliser l'un des objectifs de la feuille de route « Ag Climatise », qui consiste à établir un réseau d'exploitations agricoles exemplaires dans la lutte contre le changement climatique, tout en assurant leur résilience économique.

Selon une nouvelle étude, les confinements ont donné confiance aux consommateurs irlandais pour cuisiner plus à la maison et renforcé leur volonté de préparation de repas plus sains

L'étude, basée sur une enquête en ligne menée auprès de 651 adultes irlandais et publiée dans *l'Irish Journal of Agricultural and Food Research*, montre comment les périodes de confinement entre le début et le milieu de l'année 2020 ont obligé les gens à modifier leurs habitudes d'achat et de cuisine. Les chercheurs ont constaté que les acheteurs irlandais étaient plus enclins à se rendre au magasin avec une liste et à planifier les repas pour la semaine à venir. Les consommateurs passaient également plus de temps à cuisiner à la maison et à préparer leurs

repas. Les personnes interrogées ont également déclaré avoir gagné en confiance pour cuisiner et préparer des repas plus sains, et avoir jeté moins de nourriture pendant le confinement. Selon les auteurs de l'étude, l'augmentation de la planification et de la préparation des repas est positive pour notre santé et pourrait permettre de développer les capacités des consommateurs à identifier des aliments plus sains.

L'entreprise irlandaise Stafford Lynch a remporté deux grands contrats de distribution avec les firmes britanniques John West tuna et Epicure foods

Stafford Lynch sera responsable du stockage des produits de John West tuna et Epicure foods pour tous les supermarchés irlandais. Cette décision intervient alors que plusieurs analystes considèrent que le Brexit pourrait conduire le Royaume-Uni à perdre progressivement son rôle de plaque tournante de distribution pour le marché irlandais.

Cinq fédérations agricoles du secteur laitier irlandais se sont réunies pour prendre un engagement commun en faveur de l'action climatique

Selon un [communiqué](#) de presse publié le 19 mai, les agriculteurs, cinq fédérations du secteur laitier, dont *Dairy Industry Ireland* (DII) et *l'Irish Farmers' Association* (IFA), ainsi que les transformateurs sont convenus d'un ensemble de 17 actions pour lutter contre le changement climatique.

PAYS-BAS

Plus de porc transformés par les abattoirs néerlandais et moins d'exportations d'animaux vivants notamment vers l'Allemagne

Jusqu'à la mi-mai de cette année, 6,02 millions de porcs d'engraissement ont été transformés par les abattoirs néerlandais, soit + 308 000 qu'à la même période en 2020. Les exportations de porcs de boucherie vivants ont diminué de plus de 46%. La part des porcs d'engraissement abattus dans le pays est donc passée de 91% à environ 95%. Les ventes de porcs d'engraissement vers les abattoirs allemands ont diminué de 250 000 porcs. Au total, environ 276 000 porcs d'engraissement ont été exportés au cours des 18 premières semaines de cette année, contre environ 509 000 l'an dernier au cours de la même période.

Une entreprise néerlandaise indique les caractéristiques de durabilité de ses aliments pour porcs sur ses étiquettes

Feed Group South calcule l'empreinte CO2 des aliments selon la méthode de calcul développée par *Wageningen University & Research* pour le compte de l'organisation sectorielle *Nevedi*, précisant notamment l'impact climatique. Les empreintes de gaz à effet de serre des matières premières utilisées en constituent la base. Ceci est complété par des chiffres d'émissions pour la consommation d'énergie de l'usine d'aliments pour animaux et le transport des matières premières et du produit fini jusqu'à la ferme. Les calculs sont actuellement encore basés sur des valeurs moyennes pour certains postes, par exemple les kilomètres de transport, mais

l'entreprise indique que cela sera probablement affiné au fil du temps. Le pourcentage de matières premières issues de l'économie circulaire est calculé en attribuant un pourcentage à toutes les matières premières en fonction de l'origine et de la méthode de production. Ce pourcentage est de 0% pour les matières premières spécialement produites pour l'alimentation animale et de 100% pour les flux résiduels réels non adaptés à la consommation humaine.

La Chambre des représentants adopte une motion plaidant pour un soutien accru à l'utilisation de protéines européennes dans l'alimentation animale, en remplacement du soja importé

La Chambre des représentants souhaite que le gouvernement et l'Union européenne se concentrent davantage sur les protéines «made in Europe». Dans une motion adoptée par l'ADC, GroenLinks, SGP, ChristenUnie, D66, PvdA et VVD, elle plaide pour la recherche de mesures pouvant contribuer à inciter les entreprises d'alimentation animale à transformer davantage de matières premières contenant des protéines en provenance d'Europe, sans entraîner de déforestation en Europe. Les auteurs de la motion constatent que la grande majorité du soja utilisé dans l'alimentation animale est actuellement importée de l'extérieur de l'Europe. L'utilisation du soja cultivé en Europe serait meilleure selon cette motion car elle garantit moins de déforestation, des chaînes d'approvisionnement transparentes et moins de dépendance géopolitique. L'innovation et la sélection nécessaires pour réaliser de nouveaux types de soja qui s'intègrent dans le climat européen pourraient également donner un coup de pouce économique.

Effet limité de l'accord entre le ministère de la santé et les industriels pour réduire la consommation de sel

L'accord entre le ministère de la Santé et l'industrie alimentaire visant à réduire la teneur en sucre, en sel et en graisses saturées des produits a eu un effet limité, a constaté l'institut national de la santé RIVM. L'accord, qui date de 2014, a eu pour conséquence une baisse de consommation de 0,5 gramme de sel par jour et par personne, soit "une pincée", a indiqué le RIVM. Le pain, la viande, le fromage et les soupes, notamment, contiennent un peu moins de sel. La consommation de sucre a diminué pour sa part de 7,5 grammes en moyenne, soit deux morceaux de sucre, principalement en raison de la diminution du sucre dans les boissons gazeuses et, dans une moindre mesure, dans les produits laitiers. Selon le RIVM, les Néerlandais continuent de consommer trop de sel et de sucre. En mars, l'association néerlandaise de consommateurs *Consumentenbond* a appelé le prochain gouvernement à s'assurer que de réels efforts soient faits pour réduire la quantité de sel, de sucre et de graisse dans les aliments transformés.

Accord entre Bejo et Corteva Agriscience pour les semences modifiées

Le sélectionneur néerlandais de semences potagères Bejo a conclu un accord non exclusif de recherche et de licence commerciale avec le

groupe agricole mondial Corteva Agriscience et le Broad Institute of MIT and Harvard, un centre de recherche biomédicale et génomique basé aux États-Unis. L'accord donne à Bejo l'accès à la propriété intellectuelle de CRISPR-Cas9 pour l'édition du génome à des fins agricoles.

Bejo utilisera la technologie CRISPR-Cas9 uniquement à des fins de recherche pour le moment. L'entreprise de sélection veut utiliser la technologie dans la recherche pour une large gamme de semences de légumes, y compris les choux, les oignons, les carottes et d'autres cultures.

Le consortium néerlandais Value4Dairy travaille sur la production laitière au Nigeria

FrieslandCampina, Barenbrug, Agrifirm et l'entreprise de sélection américano-néerlandaise URUS travaillent ensemble au sein du consortium Value4Dairy pour le développement de la production laitière au Nigeria. L'engagement du consortium devrait permettre au Nigeria de devenir moins dépendant en matière de produits laitiers.

La coopérative FrieslandCampina possède une laiterie à Lagos. La matière première nécessaire est importée des Pays-Bas, complétée par du lait local. L'engagement de l'entreprise laitière néerlandaise est d'augmenter sensiblement la part du lait collecté localement.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international